

LES NOUVELLES DE LA BIGORRE

TARBES CTC

Dispensé de timbrage

P**PRESSE****URGENTE**

DISTRIBUÉE PAR

Déposé le :

LES NOUVELLES
DE LA BIGORRE
4, rue des Heras 65000
TARBES

LA POSTE

Mensuel édité par l'Association de Diffusion de la Presse Démocratique des Nouvelles de la Bigorre

Prix 1 € • Juin 2013 - N° 277

Journal des communistes des Hautes-Pyrénées

Éditorial

Le choix de l'humain

Une fois de plus les salariés sont invités à faire des sacrifices, une fois de plus les retraités devront mettre la main à la poche, une fois de plus les salariés du public sont stigmatisés et taxés de privilégiés. Le rapport Moreau préfigure une énième réforme au nom du sauvetage de notre système de retraite solidaire. Vous avez dit solidaire ? Visiblement pas pour tout le monde, car une fois de plus, on ne parlera pas dans ce projet de réforme de supprimer les exonérations patronales qui grèvent de plusieurs dizaines de milliards d'Euros chaque année, les caisses de la sécurité sociale, on ne parlera pas non plus de taxer les revenus financiers qui échappent toujours aux prélèvements sociaux.

Assises du 16 juin

P.2

Baisser les charges

P.3

SNCF

P.4

Ornicar ?

P.5

Mémoire

P.6

Culture

P.7

L'Humanité

P.8

Les réformes se succèdent et se ressemblent, 1993, 2003, 2010. Elles ont toutes échoué et n'ont eu comme résultante que de réduire l'accessibilité à une retraite digne, de reculer l'âge de départ, d'allonger la durée de cotisation pour pouvoir prétendre à une pension à taux plein, de contribuer à réduire le niveau des pensions.

Il a été rendu, récemment, un hommage (justifié) à Pierre Mauroy, 1^{er} ministre Socialiste de 1981 à 1984, qui mit en place, entre autre, la retraite à 60 ans. 30 ans après, c'est un gouvernement Socialiste qui s'apprête à donner un nouveau coup à cet acquis de haute lutte. Hier dans l'opposition, les responsables Socialistes taxaient la réforme Fillon/Sarkozy d'injuste et inefficace, aujourd'hui, dans la majorité, ils proposent les mêmes recettes.

Reprendre la rengaine du Medef et de la droite du « travailler plus longtemps puisque l'on vit plus longtemps » n'est pas original mais de plus est contestable. D'abord, les gains d'espérance de vie n'ont pas vocation à augmenter le temps de travail mais plutôt le temps de vie de libre activité. Ensuite, rappelons que si aujourd'hui, on vit plus longtemps, c'est précisément parce que l'on travaille moins longtemps. Donc, travailler plus longtemps produira naturellement l'effet inverse. La moyenne de l'espérance de vie en bonne santé, est à ce propos indicatif (62 ans pour les hommes et 63 ans pour les femmes) ces chiffres stagnent depuis 2005.

De quoi souffre le système de retraite par répartition ? Essentiellement du manque de ressources. Le chômage et la volonté du patronat de se dédouaner de son financement ne permet pas de nouvelles recettes. Les moyens existent pour financer nos régimes de retraites. D'abord rompre avec la logique des précédentes réformes, qui n'ont rien réglé. Il faut augmenter les cotisations patronales, taxer tous les revenus (intéressement, participation, stock-options), supprimer les exonérations patronales, enfin s'attaquer résolument au fléau du chômage. Telles sont les propositions que fait le Parti Communiste pour garantir un départ en retraite à 60 ans à taux plein, avec un taux de remplacement à 75% du salaire de référence, et assurer qu'aucune pension distribuée ne puisse être inférieure au Smic.

C'est un choix de gauche, un choix qui place le respect de l'humain au cœur de la décision politique, c'est un choix de société, de civilisation. C'est le choix du Parti Communiste et du Front de Gauche en matière de retraite comme sur d'autres sujets.

■ Hervé BUFFAT

Assises du 16 juin

Près de 2000 participants, 80 départements représentés, 7000 connexions vidéo pour suivre les ateliers et la plénière, 75 intervenants représentants ou personnalités issues de quelque 30 organisations, les Assises du 16 juin ont été une réussite. Bien sûr par la photo de la famille gauche, quasiment reconstituée, en tout cas jusqu'à la gauche du PS; mais il est surtout un point à mettre en exergue, c'est que cette initiative et sa préparation ont permis de remettre en débat et en situation de dynamique, la majorité des forces sociales et politiques qui voilà un an, ont fait la victoire sur Nicolas Sarkozy et se retrouvent aujourd'hui orpheline du changement escompté.

Et s'il est un mérite à attribuer au Parti Communiste, c'est d'avoir été à l'initiative de ce moment fondateur, conscient qu'à de-là des mobilisations de rue et des mouvements sociaux, il était urgent de rouvrir le débat sur la perspective politique. « Tirer le constat commun de l'impasse créée par l'austérité et affirmer l'exigence commune d'un changement de cap » souligne Pierre Laurent, puis travailler aux convergences possibles entre forces du changement pour rendre possible un autre chemin à gauche face à la récession. En d'autres termes, construire un « un nouveau contrat majoritaire ».

Il est à souligner très honnêtement que la journée du 16 n'est que le début d'un processus et constitue une petite pierre de l'édifice, mais de ces pierres qui amas-

sent mousse. Ainsi sur l'atelier retraites le ton était offensif et les propositions tout autant alors que cette semaine marquera l'ouverture du sommet social sensé aborder le sujet sur fond de rapport Moreau; le marché transatlantique a mis aussi en lumière le combat sur l'exception culturelle en même temps que le refus de 30 pays d'Amérique Latine de capituler devant les logiques US, positionnement qui pourrait aujourd'hui devenir celui de l'Union Européenne... Tout au long de la journée, notons encore ce respect mutuel d'organisations qui souvent, auparavant, n'avaient su trouver les mots et les formes pour se parler et se retrouver.

Cela vient-il du constat commun de la gravité de la situation sociale et politique? Il y a eu ces derniers jours la mort de Clément Méric et alors même que j'achève cet article, je viens d'apprendre



qu'à Villeneuve sur Lot le second tour de la législative partielle se jouera entre UMP et FN. Alors vite oui, continuons cet effort de convergences dans les régions, les villes, lors de la Fête de l'Humanité car c'est bien de cette dynamique-là, cette ambition d'un nouveau Front populaire anti-austérité et pour la démocratie que le peuple a besoin aujourd'hui!

Marie Pierre Vieu



Amicale des vétérans 65

Dans le dernier numéro des nouvelles nous avons rendu compte de la dernière assemblée du 19 avril.

Nous tenons à honorer particulièrement **Jean Portejoie** qui après 20 ans de bons et loyaux services vient de quitter le bureau national de l'amicale, **Gaston Duclos** qui pendant de nombreuses années aura été notre président Départemental et **Paul Cabanillas** qui quitte le bureau Départemental.

Nous remercions chaleureusement ces 3 camarades pour ces longues années de militantisme et de dévouement à notre cause. Nous leur souhaitons bien évidemment de continuer pendant longtemps encore le combat sous d'autres formes.

Bernard Latger

**NOUVELLES
BIGORRE**

Administration, rédaction :
4, rue des Haras - 65000 Tarbes
Tél. 05 62 93 12 67
Fax 05 62 93 44 43

Lesnouvellesdelabigorre@orange.fr

Commission paritaire : 0409G88904

■ Directeur de la publication : Philippe Barrière

■ Rédacteur en chef : Pierre Domenges

■ Conception/réalisation/Impression :

Midi-Pyrénées Impression

1, allée Marc Saint-Saëns BP 73657

31036 Toulouse Cedex 1

Tél. 05 61 44 11 12

(RCS Toulouse n° B 337 745 160)



IMPRIM'VERT

Baisser les charges : et si nous changions de disque ?

Quelle est cette antienne qui, depuis bien longtemps, permet un large consensus politique et médiatique et qui pourrait faire parler d'une même voix Laurence Parisot, Arnaud Montebourg, François Chérèque, Pierre Moscovici, Nicolas Sarkozy, François Hollande et tant d'autres ?

La baisse du coût du travail et l'allègement des charges, bien sûr ! Depuis une trentaine d'années, c'est le seul dispositif économique qui traverse les alternances politiques, qui est partagé par la grande majorité des éditorialistes et des chroniqueurs et qui nous est présenté comme la solution miracle dans la lutte contre le chômage.

Une question de vocabulaire.

Les mots ont un sens. Depuis de nombreuses années, on a imposé dans le débat une révolution sémantique qui ne dit pas son nom. Très naturellement, tout le monde, de nos jours, parle de « charges sociales ou patronales » à la place des cotisations sociales et tout le monde parle du « coût du travail » en lieu et place des salaires ou du prix du travail.

Or ne nous y trompons pas : un coût implique automatiquement une réduction et une charge (qui pèse et qui est indue) appelle un allègement. Voici comment, simplement, en changeant les mots, on fait croire au peuple que l'on n'a pas le choix, qu'il n'y a pas d'alternative pour maintenir l'emploi.

L'objectif : baisser les salaires au nom de l'emploi.

Baisser les cotisations en transférant une partie de celles-ci vers l'impôt (TVA ou CSG), voilà une idée que les libéraux (sociaux ou assumés) partagent volontiers. Or baisser les cotisations, c'est baisser les salaires !

La cotisation doit être considérée pour ce qu'elle est réellement : une part du salaire (qui apparaît donc sur la fiche de paie). Elle est perçue, non directement par les salariés, mais par des caisses de sécurité sociale qui sont chargées de financer les soins, les retraites, les indemnités journalières, les allocations familiales et les allocations chômage. Le taux de ces cotisations relève d'une décision politique qui est indépendante de la loi de l'offre et de la demande chère aux marchés financiers. D'ailleurs jusqu'à la fin des années 70, une progression constante de ces taux a permis une politique progressiste en améliorant l'ensemble des prestations sociales pour une population de plus en plus large. Puis la décision a été prise de limiter l'augmentation des salaires, de geler le taux des différentes cotisations et d'entreprendre une véritable politique d'exonérations (v. encadré).

Ces décisions ont eu pour conséquence de faire reculer de 8 points la part des salaires dans la richesse nationale entre 1982 et 2010. L'argent ainsi transféré n'a pas été réinvesti dans les entreprises puisqu'il a essentiellement servi à engraisser les banques et les actionnaires via le versement de dividendes. Le plus ironique étant que depuis tout ce temps, ces politiques de baisse du coût du travail n'ont eu aucun effet positif sur l'emploi. Nous ne demandons même pas la lune, mais juste un peu de bon sens et une meilleure répartition des richesses. Ce qui était possible il y a quelques années alors que le pays était bien moins riche serait impossible de nos jours ?

Hervé Charles
Section de Tarbes

Source : Christine Jakse
« Vous avez dit baisser les charges ? »
Le Monde Diplomatique Nov. 2012

Gel des cotisations

- Le taux de la cotisation patronale vieillesse a été gelé en 1979
- Le taux de la cotisation patronale santé en 1984
- Le taux de la cotisation patronale chômage en 1993
- Le taux de la cotisation salariale dans le milieu des années 90
- Et celui de la cotisation patronale retraite complémentaire en 2001
- Les réductions et exonérations des cotisations sociales représentaient 1,9 milliard d'euros en 1982 et 30,7 milliards d'euros en 2008.



LA SNCF, A LA CROISÉE DES CHEMINS (DE FER)

Il y a presque 80 ans, naissait la SNCF, suite à la nationalisation des compagnies privées. Le but, alors était de faire prévaloir l'intérêt collectif des citoyens sur les intérêts privés.

Aujourd'hui, le train fait partie du quotidien de millions de Français (trajets domicile travail, école, vacances, loisirs...) La SNCF structure le territoire et le quotidien des citoyens, ce qui en fait une entreprise tenant une place particulière à l'échelle de la Nation.

Le système ferroviaire Français vit une profonde mutation, depuis plus de vingt ans, il suit une évolution des législations Européennes pilotées par des directives successives de libéralisation.

Ces dernières années, sous l'impulsion des gouvernements, de la commission Européenne et de la direction de la SNCF, les réformes et les restructurations marquées par le dogme libéral se sont amplifiées.

Le système ferroviaire est passé de la SNCF, entreprise unique nationale de service public, permettant une cohérence et la mutualisation des moyens matériels et humains, entre les différentes activités et métiers, à un système éclaté en plusieurs activités cloisonnées et autonomes, favorisant ainsi la concurrence et la création d'entreprises ferroviaires privées (La situation dramatique, que connaît le Fret ferroviaire en France, aujourd'hui, montre bien que ces choix politiques sont néfastes.

Ainsi, sous la pression de la Commission de Bruxelles, avec l'aval du gouvernement, la direction SNCF positionne, de



plus en plus, l'entreprise publique uniquement telle une entreprise concurrentielle comme une autre, et non plus comme un service public.

Résultats: la liste des dysfonctionnements que subissent les usagers, au quotidien est longue: manque de fiabilité, retards de plus en plus fréquents, suppression de trains, de lignes jugées non rentables. C'est le fruit de choix politiques de gestion du système ferroviaire, qui ne permet plus de répondre aux besoins de service public. Les cheminots, quant à eux voient leurs conditions de travail se dégrader, les réductions d'effectifs se poursuivent fragilisant la capacité de la SNCF à garantir la qualité et la sécurité des circulations.

C'est dans ce contexte, que le Gouvernement lance les travaux législatifs sur une réforme du système ferroviaire. Servant de support à la future loi, l'un des deux rapports commandé par le gouvernement, le rapport « Bianco » nous éclaire sur l'esprit qui va guider cette réforme et les choix envisagés.

Aucune piste tendant à garantir l'unicité, l'intégrité du système n'est à l'ordre du jour de cette future loi. Au contraire, est réaffirmé le choix de pérenniser et d'accentuer la partition des activités, qui a pourtant prouvé son inefficacité et qui entérine l'éclatement de l'entreprise.

Aucune réflexion n'est menée sur la transformation de la dette du système ferroviaire en dette publique (dette d'État liée à la création de la LGV dont les intérêts et charges équivalent au déficit du système ferroviaire).

Le financement et le traitement de celle-ci continueront donc à reposer essentiellement sur la productivité et les économies faites sur le dos des cheminots et du service public. Enfin, cette réforme acte l'ouverture à la concurrence du transport national voyageur au plus tard en 2019.

Contrairement à l'affichage, le maintien du statut et du régime spécial des cheminots n'est nullement garanti. Enfin cette réforme ne prévoit aucun plan de relance pour le secteur Fret.

Mais où est donc ornicar ?

C'est le titre d'un film de 1979 de Bertrand Van Effenterre avec dans les rôles principaux Géraldine Chaplin, Brigitte Fossey et Jean François Stévenin. Georges Brassens dans la mauvaise réputation disait « Tout le monde me montre du doigt, sauf les manchots ça va de soi » et je ne résiste pas à faire un rapprochement osé avec l'expression mnémotechnique « mais où est donc or ni car » qui permet de retenir facilement les conjonctions de coordination. Tous les écoliers de France et de Navarre s'en souviennent bien plus qu'ils ne connaissent le film « sauf les illettrés ça va de soi ».

Je me suis dit qu'il serait amusant de décliner chacune de ces conjonctions de coordination dans un exercice pratique nous ramenant à l'actualité du moment.

MAIS : C'est quand il arrive après le oui qu'il est mortel. Le oui mais est la porte ouverte à tous les renoncements et notre Président l'illustre parfaitement. Après avoir promis de renégocier le traité Merkosy et de s'attaquer à son ennemi juré la finance il capitule en rase campagne en nous disant : oui mais je n'avais pas prévu que la crise serait d'une telle ampleur.

OU : c'est là le problème de la crise ! On nous promène d'un continent à l'autre, un coup elle est mondiale, un coup européenne, un coup elle vient du sud, ou bien d'ailleurs. C'est tellement commode cette crise qui vient d'on ne sait d'où pour noyer le poisson à l'image des giboulées de Mars qui de plus en plus nous masquent le printemps.

EST : « To be or not to be » a écrit le grand William Shakespeare. Être ou ne pas être libéral telle est la question posée pour dénouer la crise de ce monde pourri ?

DONC : Conjonction de causalité utilisée dans la célèbre phrase « Je pense donc je suis ». Par cette affirmation dans le discours de la méthode René Descartes signifiait que pour s'approcher de la réalité ou de la vérité il valait mieux penser par soi-même. C'est tout le contraire de ce qui se passe aujourd'hui avec les chiens de garde de la pensée unique qui sévissent dans

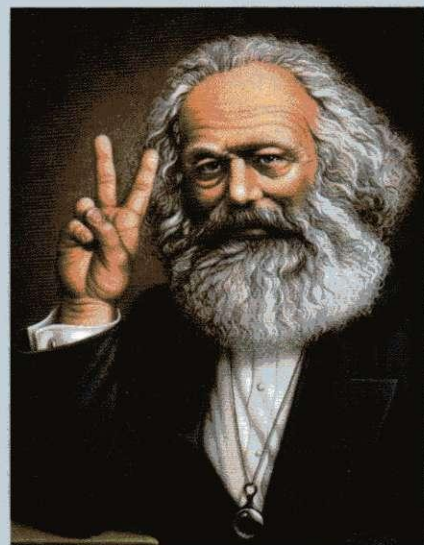
les médias de l'establishment. De BHL à François Lenglet en passant par Jean Michel Apathie et Yves Calvi pas une journée ne se passe sans qu'ils pensent pour nous, pauvres ignares, afin que nous comprenions bien que leurs solutions sont les seules possibles.

OR : Rien à voir avec le précieux métal, mais sert plutôt à préciser une notion. Pourtant, il est bien vrai que tout ce qui brille n'est pas or et nous serions riches en rêves depuis longtemps si nous gobions toutes les scintillantes promesses d'une vie meilleure que nous assèment nos élites.

NI : C'est la négation très sournoise quand elle est doublée. Le ni ni de ni gauche ni droite, c'est l'appel à l'union nationale pour sauver et perpétuer le système capitaliste, c'est l'enterrement de la lutte de classe, c'est vouloir sortir la politique du champ de la société pour avaliser le « tous pourris » et la fatalité. Quant à ceux qui tentent encore de faire de la politique pour transformer la réalité, ils sont mis hors jeu et classés dans les extrêmes.

CAR : C'est le rappel de la cause. Le mal vivre de notre siècle est nourri par les injustices, l'exploitation, les gaspillages de la surproduction, l'appétit de la finance et des grands de ce monde. La cause de tous ces malheurs nous l'identifions ; car c'est bien le capitalisme qu'il faudra un jour ou l'autre dépasser.

Bernard Latger



Non ! la réforme préconisée par le gouvernement ne résoudra pas les problèmes rencontrés par le système ferroviaire, elle les aggravera.

Les débats autour de cette réforme ne peuvent se résumer aux seules conclusions de ce rapport, et encore moins aux préconisations des technocrates libéraux de la commission des transports Européens.

D'autres solutions existent pour réformer un système ferroviaire qui puisse répondre aux besoins d'aujourd'hui. Les organisations syndicales et particulièrement la CGT qui défend sa « voie du service public », ont des propositions et doivent être entendues. Elles ont d'ailleurs unanimement demandé au Gouvernement qu'il revoie sa copie.

Gageons qu'avec près d'un cheminot sur deux (47.3 %) en grève suite à l'action du 13 juin, l'avertissement sera entendu, que cette réforme ne peut, ne doit pas se faire sans l'avis des cheminots, des usagers et qu'un débat public s'impose.

De leur côté les parlementaires Communistes et Front de Gauche se battent contre cette logique de fuite en avant libérale et font des propositions tendant à rompre avec le dogme de la concurrence « libre et non faussée », à assurer la maîtrise publique des infrastructures ferroviaires, à garantir l'unicité du réseau, à permettre un aménagement équilibré du territoire, à désendetter le système ferroviaire, bref, à sauver le service public ferroviaire menacé.

La SNCF appartient à la Nation, citoyens et usagers doivent s'emparer de ce sujet aux enjeux sociaux, économiques et environnementaux. Dans notre département l'association « Convergence rail 65 » qui s'est montée récemment et qui rassemble dans la diversité tous ceux qui militent pour sauvegarder et développer un service public ferroviaire digne de ce nom, peut y contribuer.

Hervé Buffat

mémoire, memoria, memory

COMBAT ROCK

Dans les trois langues, seulement quelques lettres différentes comme si le lexique des Nations avait souhaité abolir les frontières pour ce mot à lui seul capable de rassembler l'âme humaine. Mon camarade Jean Ortiz infatigable militant et compagnon de luttes dit que « La mémoire ne l'intéresse que dans la mesure où elle nous permet de parler du présent »

Ils étaient des centaines ce 20 mai 2013, enfants, jeunes et vieux rockers, poètes, militants ou tout simplement habitants du quartier de l'Albacyn de Grenade. Ce jour-là on inaugurait une petite place, la place Joe Strummer en hommage au leader des Clash un des fers de lance du rock social. Strummer aimait Grenade, il s'y est rendu de nombreuses fois, il voulait emprunter le pas de Federico Garcia Lorca qu'il découvrit grâce à des vinyles de Paco Ibanez. Ces disques, Joe les avait achetés lors d'un de ses voyages, dans cette ville andalouse où il passa de nombreuses heures au cœur d'une movida qui malgré l'insouciance et la fête pour une démocratie retrouvée transpirait encore les lourds souvenirs de ses martyrs.

Dans son hommage à Grenade, à Lorca et aux combattants de la république espagnole, Strummer s'était emparé de cette

mémoire pour écrire « Spanish bombs » qui deviendra un tube et contribuera à faire découvrir à toute une génération de jeunes punks l'immense cicatrice de la guerre.

S'attribuer la mémoire pour construire le présent pour retrouver les passerelles sociales et culturelles, pour témoigner et bâtir me semble un acte fondateur essentiel pour tous nos combats à venir. Strummer croisa peut être les textes de Lorca par hasard dans un collège Londonien mais c'est par la voix de Paco Ibanez, homme-passeur qu'il découvrit son chant profond, qu'il fut happé par l'histoire des justes et par l'âme des combattants anti fasciste.

Ils étaient des centaines ce 23 mai à Grenade, enfants, jeunes et vieux rockers, poètes et militants venus écouter l'hommage musical de quelques compagnons de route de Joe. La place était bien trop petite pour contenir la foule qui chantait London calling ou spanish bombs. Ce concert familial se termina par un chant populaire de flamenco Andalou un chant connu de tous pour ces paroles d'espoir en un monde meilleur, « Todo es de color », un cadeau du peuple andalou venu du plus profond de la mémoire des peuples frères, maures et gitans et offert par le chœur du peuple de Grenade à celui qui, du bord du ravin de Viznar près des fosses communes où fut jeté le poète, pleura en entendant « gémir le sang des camarades ».

■ Pierre Domenges

Le livre d'adishat en vente dès le 21 juin.

L'Arsenal : une histoire, des témoignages

L'ARSENAL DE TARBES

Histoire mouvementée de la machine-outil à l'Arsenal de Tarbes



Le 30 juin 2006, au terme d'un 6ème plan de restructuration, GIAT fermait ses portes. Une activité de pyrotechnie était maintenue, certes, mais l'essentiel de la production disparaissait ; Tarbes était alors amputée du fleuron de son industrie locale.

Mais on peut toujours casser l'outil de travail, les consciences restent, et on ne peut impunément tirer un trait sur 135 ans de luttes ouvrières, de passions, expériences et innovations, d'épopées humaines et technologiques. L'Arsenal fait partie intégrante de l'histoire et du patrimoine de la Bigorre, il a participé à son développement, a donné un sens à ses évolutions. Pas étonnant dès lors que les salariés de l'entreprise n'aient pas lâché le morceau et tenu à continuer à promouvoir et faire vivre leur culture d'arsenalistes ! L'association ADISHAT a été ainsi créée en mars 2006 "pour permettre le maintien du bénéfice des activités et du patrimoine du Comité d'Entreprise aux anciens salariés de l'Arsenal et de GIAT Industries de Tarbes ; soutenir et accompagner le reclassement des salariés en difficulté suite au plan social ; maintenir et promouvoir auprès des jeunes générations la mémoire du site ; permettre sous certaines conditions aux salariés de l'ensemble du bassin d'emploi de Tarbes et à la population locale de bénéficier d'actions et de manifestations sociales, culturelles ou sportives qu'elle organise." Parmi les premières décisions prises, celle de faire connaître et partager le savoir-faire de l'entreprise. Est alors né le projet d'écrire "l'histoire mouvementée de la machine-outil à l'Arsenal de Tarbes" qui a donné lieu à cet ouvrage.

Ce livre est unique, par la multitude de documents produits : archives, témoignages, photos, par sa réalisation puisque entièrement conçu par d'anciens salariés du site, par la technicité qu'il révèle, également. Pour faire oeuvre utile.

Adishat

Groupe Histoire & Patrimoine

Les éditions Arcane 17



9 782913 721229

20 €

(à réserver auprès de
Bernard Latger ou
Serge Almendro)

Adishat

Groupe Histoire & Patrimoine

Les éditions Arcane 17

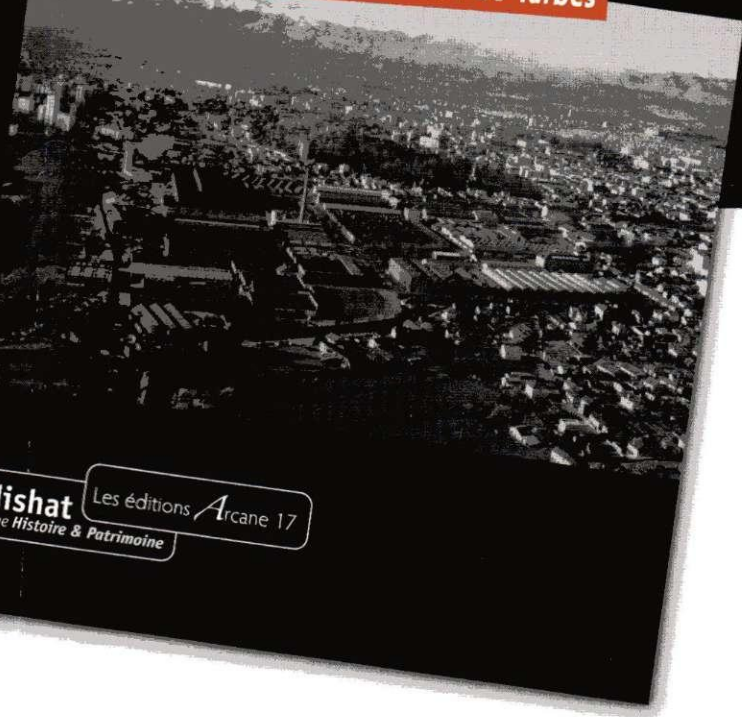
L'ARSENAL DE TARBES

Les cahiers d'ADISHAT - N°1

L'ARSENAL DE TARBES

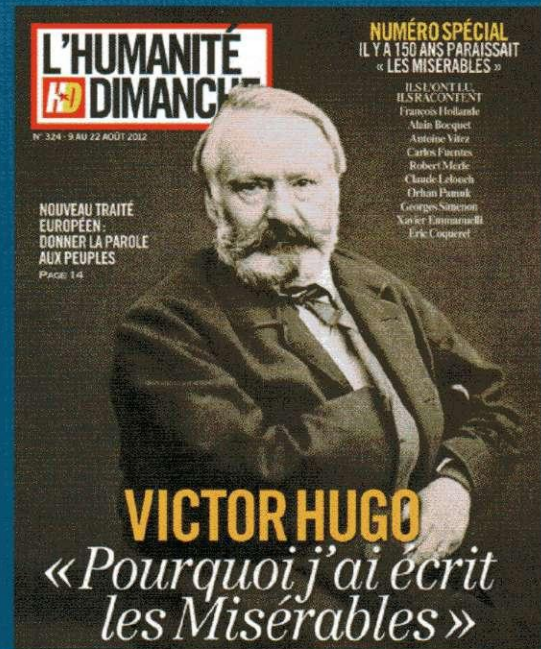
Les cahiers d'ADISHAT - N°1

Histoire mouvementée de la machine-outil à l'Arsenal de Tarbes



PROFITEZ DE NOTRE NOUVELLE OFFRE D'ABONNEMENT

Découvrez et faites découvrir la formule week-end de *l'Humanité*



L'HUMANITÉ DES DÉBATS + L'HUMANITÉ DIMANCHE

Je choisis la formule et le mode de règlement :

- ▶ Abonnement un an Par prélèvement mensuel : 17 € par mois
- ▶ Abonnement un an Par chèque : 200 €
- ▶ Abonnement 6 mois Par chèque : 110 €

Nom Prénom.....
 Adresse
 Ville Code postal.....
 Téléphone Adresse e-mail.....

Joindre obligatoirement un RIB ou le règlement à ce bon et retourner le tout à :
L'Humanité, direction des abonnements, 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis cedex